

« Un avenir commun après le génocide à Gaza » – Dr Hassan Jabareen, Adalah – Le Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël, 6 août 2025

Présentation

Bonjour à toutes et à tous. Bonjour à Hassan, qui se joint à nous depuis New York. Nous lui sommes reconnaissants d'avoir accepté de se lever si tôt, et nous nous excusons pour ce réveil matinal. Voici notre rencontre quotidienne *Eyes on Gaza*. Comme beaucoup d'entre nous, vous ressentez sans doute le besoin d'entendre des paroles d'encouragement. Nous avons estimé qu'il n'y avait pas de meilleure personne pour nous en offrir que Hassan Jabareen, fondateur et directeur d'Adalah – Le Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël. Son nom est associé à de nombreux arrêts de la Cour suprême ayant marqué l'histoire. Mais, au-delà du juriste, c'est aussi une source d'optimisme et d'énergie impossible à ignorer. Hassan, la parole est à vous : huit minutes d'intervention, puis nous ouvrirons la discussion.

Intervention

Bonjour à toutes et à tous. Bonjour de New York, bon après-midi à Haïfa. Je voudrais parler du 7 octobre, de la guerre, et de la manière dont elle pourrait – ou non – redéfinir les relations entre Juifs et Arabes en Israël. À première vue, on pourrait dire que l'impact ne peut être que négatif. L'État d'Israël s'oriente dans une direction profondément raciste. Les Palestiniens, eux, ne pourront pas oublier ce qu'ils subissent, ce qu'ils ont subi : des destructions inédites dans leur mémoire collective. Si les Palestiniens ne peuvent oublier et si, parallèlement, la société juive poursuit son glissement vers l'extrême droite raciste, alors les relations continueront de se détériorer. Il n'y aura pas d'avenir partagé en Israël, et la guerre ne fera que se prolonger sous d'autres formes.

Mais je veux proposer une autre lecture. Nous vivons un moment fondateur. Cette guerre n'est pas une opération militaire de plus : c'est un événement historique déterminant, comparable à 1948 ou 1967. Pour comprendre le conflit à travers ses guerres, il faut se demander : qu'ont produit ces trois grands tournants – 1948, 1967 et le 7 octobre ? Ce n'est qu'en les analysant ensemble que l'on saisit l'ensemble du tableau.

Le philosophe Jacques Derrida expliquait que certains événements échappent à toute description et ne peuvent être désignés que par leur date – comme le 11 septembre. Le 7 octobre relève de cette catégorie, au même titre que 1948 et 1967. Pour les Israéliens juifs, le 7 octobre n'a d'équivalent, dans leur mémoire collective, que la Shoah. Ni 1948, ni 1967, ni 1973, ni 1982, ni les attentats terroristes n'atteignent une telle ampleur. Pour les Palestiniens aussi, c'est sans précédent. La Nakba ne peut plus être considérée comme l'unique catastrophe fondatrice. Beaucoup affirment aujourd'hui : ce que nous vivons est pire – non pas une « seconde Nakba », non pas une simple continuation, mais quelque chose de plus radical, de plus dévastateur. Même dans la longue histoire palestinienne – antérieure aux Croisades – une telle destruction n'a jamais été vécue. Que signifie donc ce moment où les deux peuples partagent un traumatisme inégalé ? L'attente commune serait l'hostilité, l'aliénation, un conflit sans fin. Je pense autrement.

En 1948, les Juifs célébraient l'indépendance, l'apogée du sionisme, tandis que les Palestiniens vivaient leur plus grande tragédie. En 1967, Israël remportait sa victoire militaire la plus éclatante du siècle, et les États arabes subissaient leur défaite, la plus écrasante. Ces deux dates pouvaient se lire comme victoire pour les uns, désastre pour les autres. Le 7 octobre est différent. Il ne peut être interprété ni en termes de victoire, ni en termes de défaite. Aucun camp – ni israélien ni palestinien – ne le revendique comme un triomphe. Les Palestiniens peuvent l'évoquer comme résistance – même armée ou qualifiée de terrorisme – mais jamais comme une victoire. Ils ne se considèrent pas non plus en défaite totale. Les Israéliens partagent cette ambivalence. Les deux peuples ont subi une dévastation, mais aucun ne souhaite la revivre. Sur ce point au moins, un consensus existe : ce traumatisme ne doit pas se répéter. Les conclusions sont lourdes. Les Israéliens ont compris qu'un

peuple non armé – les Palestiniens – peut infliger une douleur immense. Les Palestiniens ont compris qu’Israël possède la capacité de les anéantir, peut-être de les détruire. Mais chacun a aussi perçu les limites : les deux peuvent se faire souffrir profondément, mais aucun ne peut effacer l’autre. Les Israéliens sont toujours là. Les Palestiniens aussi.

Chaque guerre fondatrice a fait surgir une question centrale : en 1948, pour les Juifs, c’était la création d’un État juif ; pour les Palestiniens, le droit au retour. En 1967, la question est devenue celle des colonies face à la solution à deux États. Quelle question surgit du 7 octobre ? J’y vois la suivante : non pas comment se vaincre ou se tuer, mais comment vivre ensemble. C’est la seule voie rationnelle. Et je constate déjà des signes dans ce sens. Chez les citoyens arabes d’Israël, l’idée d’un partenariat renforcé avec les Juifs progresse. Du côté juif – malgré le racisme, malgré Ben-Gvir et Smotrich, malgré les lois discriminatoires adoptées depuis le 7 octobre – je perçois aussi un courant favorable au partenariat. J’ai assisté à des rassemblements où des salles entières réunissaient Juifs et Arabes, trouvant l’espoir les uns chez les autres. Peut-être est-ce là, finalement, la seule véritable source d’espoir pour les deux peuples. Après le traumatisme du 7 octobre, si l’espoir existe encore, il réside dans une seule question : comment vivre ensemble.